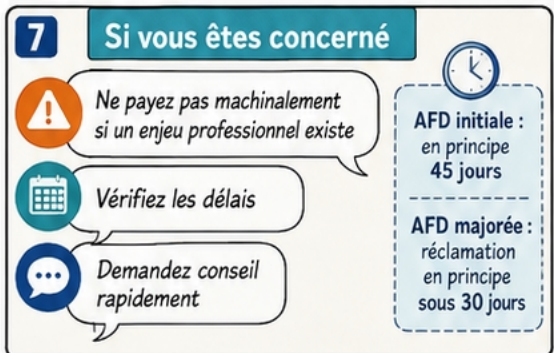
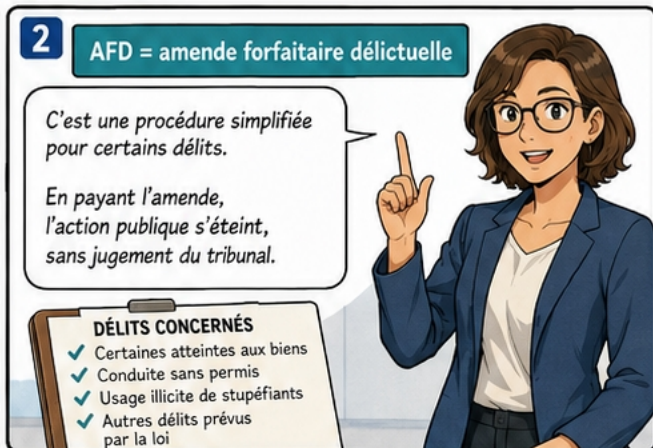




Repères juridiques : loi n°2026-798 du 18 août 2026 ; CPP art. 775, 775-1, 777-2, 495-18 et 495-19 ; CGFP art. L.321-1, R.331-2 et L.532-4.



Information générale : chaque situation doit être examinée individuellement.